

mmunications
RE/ Global Communications
Global Communications
Global Communications

1513 EST+
EURCOM WSH

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - 874672 - LECTEUR OPTIQUE
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 21:14 5-02-82 000049031 - 000064685

TLX REF NR 22479/SG B 12/106

TELEX HEBDOMADAIRE NR 71 DU 5.02.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1 PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION

LA COMMISSION A ADOPTE LE 3 FEVRIER SON PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1982-1983. L'OBJECTIF DE CE DEUXIEME PROGRAMME-CADRE EST DE DEGAGER LES TACHES ESSENTIELLES DONT LA COMMISSION ENVISAGE DE S'ACQUITTER PENDANT CETTE PERIODE (1982, DEBUT 1983), DE PRECISER AINSI SES PRINCIPALES ORIENTATIONS POLITIQUES ET ENFIN DE PERMETTRE UNE MEILLEURE PROGRAMMATION DE SES TRAVAUX.

LES OBJECTIFS POLITIQUES LES PLUS PRIORITAIRES SONT :

- ARRIVER A UN ACCORD DU CONSEIL EUROPEEN SUR LES DIFFERENTS VOILETS DU MANDAT ET CECI SUR BASE DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION.
- REALISATION ET APPLICATION D'UNE STRATEGIE ECONOMIQUE GLOBALE EN VUE DE LUTTER CONTRE LE CHOMAGE ET L INFLATION ET DE FAVORISER LA CONVERGENCE.
- L'ABOUTISSEMENT DES TRAVAUX DECOULANT DU MANDAT (LA COMMISSION VEILLERA A CE QUE MALGRE L ECHEC DU 25 JANVIER LE FONCTIONNEMENT NORMAL DE LA COMMUNAUTE SOIT SAUVEGARDE).
- RELANCE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE DE LA COMMUNAUTE.
- L'ABOUTISSEMENT DES NEGOCIATIONS SUR L ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE PAR L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL.

LE PROGRAMME DE LA COMMISSION PASSE ENSUITE EN REVUE LES DIFFERENTS DOMAINES DANS LESQUELS CELLE-CI CONCENTRERA SES ACTIVITES : POLITIQUE ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE, EMPLOI ET POLITIQUE SOCIALE, CONSOLIDATION DU MARCHÉ INTERIEUR, STRATEGIE INDUSTRIELLE ET ENERGETIQUE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE, POLITIQUES REGIONALE ET AGRICOLE, PECHE, TRANSPORTS, QUESTIONS BUDGETAIRES, RELATIONS EXTERIEURES ET DEVELOPPEMENT AINSI QUE LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES.

1.2 DISCOURS PROGRAMME DU PRESIDENT

LE PRESIDENT THORN A EU UN ECHANGE DE VUES AVEC SES COLLEGUES SUR LE DISCOURS QU'IL PRONONCERA DEVANT LE PARLEMENT LORS DE SA PROCHAINE SESSION.

1	RK.RS
TR.	Hw ³
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	Jan B
	C.F.

432

Global Communications
Global Communications
Global Communications

2. AFFAIRES INTERIEUR

2.1 STRATEGIE ENERGETIQUE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE SERIE DE COMMUNICATIONS PRESENTEES PAR M. DAVIGNON AVEC LE CONCOURS NOTAMMENT DE MM. ORTOLI ET NARJES. CES TROIS RAPPORTS SONT LE DEVELOPPEMENT DE LA STRATEGIE DEJA PROPOSEE AU CONSEIL DANS LE CADRE DES TRAVAUX SUR LE MANDAT ET DEVRAIENT FAIRE L'OBJET D'UN DEBAT D'ORIENTATION PAR LE PROCHAIN CONSEIL ' ENERGIE '.

A) L'INVESTISSEMENT POUR L'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE

MALGRE LA REDUCTION DES IMPORTATIONS, LA COMMUNAUTE RESTE FORTEMENT DEPENDANTE DE LA CONTRAINTE PETROLIERE : CELLE-CI SERAIT DE NATURE A COMPROMETTRE UNE REPRISE, MEME MODEREE, DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE. LA PART DE L'INVESTISSEMENT POUR L'UTILISATION RATIONNELLE DE L'ENERGIE DEVRAIT ETRE PORTEE DE 0.4 0/0 DU PNB A 0.7 EN 1985 ET ENV. 1 0/0 A LA FIN DE LA DECENNIE.

EN VUE DE PALLIER AUX DIFFICULTES QUE RENCONTRE CETTE CATEGORIE D'INVESTISSEMENT, LA COMMISSION PROPOSE UNE SERIE DE MESURES : VERITE DES PRIX ET COHERENCE FISCALE, HARMONISATION DE CERTAINES LEGISLATIONS, MEILLEURE ADAPTATION DES FINANCEMENTS AUX BESOINS DES UTILISATEURS, NOTAMMENT LES PME, INCITATION A LA DECENTRALISATION DES DECISIONS.

B) LE ROLE DU CHARBON

LA COMMISSION SOULIGNE LA NECESSITE DE NOUVEAUX EFFORTS POUR SUBSTITUER LE CHARBON AU PETROLE ET DEVELOPPE LES ELEMENTS D'UNE VERITABLE POLITIQUE CHARBONNIERE : AMELIORER LA COMPETITIVITE DE CERTAINS CHARBONS COMMUNAUTAIRES ET POLITIQUE RATIONNELLE D'IMPORTATION (LES PAYS TIERS FOURNIRONT L'ESSENTIEL DES BESOINS SUPPLEMENTAIRES, SOIT ENVIRON 250 MIO. TONNES EN L'AN 2000). LA COMMISSION RECOMMANDE UNE SERIE DE MESURES EN VUE D'ECARTER UNE PARTIE DES OBSTACLES A L'USAGE DU CHARBON, EVENTUELLEMENT AVEC L'AIDE FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE : RECHERCHE ET PROJETS DE DEMONSTRATION, NOTAMMENT.

C) NUCLEAIRE

LES REALISATIONS ET PERSPECTIVES ACTUELLES DANS LA COMMUNAUTE REPRESENTENT UNE REDUCTION DE PLUS DE 50 0/0 PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS QUE CELLE-CI S'ETAIT FIXES EN 1974.

UNE ACTION COMMUNAUTAIRE S'IMPOSE QUI DEVRAIT VISER A ASSURER L'APPROVISIONNEMENT REGULIER ET EQUITABLE EN COMBUSTIBLES, ASSURER L'EFFICACITE DU CONTROLE DES MATIERES NUCLEAIRES DANS LA COMMUNAUTE, RENFORCER LES MESURES ET LA RECHERCHE VISANT A LA PROTECTION DE LA SANTE ET DE LA SECURITE, ASSURER ENFIN L'INFORMATION COMPLETE DU PUBLIC (LES SERVICES DE LA COMMISSION PRODUIRONT CES PROCHAINS MOIS UN POUVIER FAISANT RESSORTIR LES AVANTAGES ECONOMIQUES DE L'ENERGIE NUCLEAIRE).

EN OUTRE, LA COMMISSION RECOMMANDE UNE MODIFICATION DU CHAPITRE VI DU TRAITE EURATOM QUI CONCERNE L'APPROVISIONNEMENT (ROLE ET PREROGATIVES DE L'AGENCE) ET DE DOUBLER LE PLAFOND DES PRETS EURATOM AUX ENTREPRISES POUR LE PORTER A 2 MILLIARDS D'ECUS.

2.2 PROGRAMME FUSION THERMO-NUCLERAIRE 1982/86

LE CRP A EU UN PREMIER DEBAT DE SUBSTANCE SUR CET IMPORTANT PROGRAMME QUINQUENNAL DEVANT PRENDRE LA SUITE DU PROGRAMME DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION INSTAURE EN 1975. LA DISCUSSION SE POURSUIVRA A UN RYTHME SERRE EN VUE D'UNE DISCUSSION DECISIVE PREVUE POUR LE CONSEIL RECHERCHES DU 8 MARS.

2.3 DROIT DE LA MER

LA COMMISSION A ADRESSE LE 5 FEVRIER UNE COMMUNICATION AU CONSEIL, PROPOSANT D'ADOPTER UNE POSITION COMMUNE DANS LE DOMAINE DE L'EXPLOITATION DES FONDS MARINS DANS LA ZONE AU-DELA DES LIMITES DE LA JURIDICTION NATIONALE ET SUGGERANT CERTAINES ORIENTATIONS.

LA MISE SUR PIED D'UN REGIME D'EXPLOITATION QUI PERMETTRAIT NOTAMMENT A LA COMMUNAUTE DE DIVERSIFIER SES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MANGANESE, COBALT, CUIVRE ET NICKEL, EST EN NEGOCIATION AUX NATIONS UNIES DEPUIS 1973 MAIS, EN 1981, LA NEGOCIATION A ETE SUSPENDUE POUR PERMETTRE AUX ETATS-UNIS DE REEXAMINER SA POSITION. CET EXAMEN VIENT DE SE TERMINER (ANNONCE DU PRESIDENT REAGAN DU 29 JANVIER).

- PERMETTRE LA POURSUITE ET LA CONCLUSION DE LA CONFERENCE (REPRISE DES TRAVAUX LE 24 FEVRIER).
- AMELIORER LE PROJET DE CONVENTION, AFIN D'INCITER L'INDUSTRIE COMMUNAUTAIRE A MAINTENIR SON ACTIVITE DANS CE DOMAINE.
- ASSURER LES CONDITIONS D'UNE JUSTE REDISTRIBUTION AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT DES BENEFICES PROVENANT DE CETTE EXPLOITATION.

2.4 CONFERENCE REGIONALE SUR LA SECURITE MARITIME

THE SECOND CONFERENCE ON MARITIME SAFETY WAS HELD IN PARIS ON 26 JANUARY. COMMISSIONER G. CONTOGEOGRIS REPRESENTED THE COMMUNITY INTERESTS ALONGSIDE MINISTERS FROM THE NINE MARITIME MEMBER STATES AND FINLAND, NORWAY, SWEDEN, SPAIN AND PORTUGAL. THE CONFERENCE UNANIMOUSLY APPROVED THE TEXTS OF A NEW MEMORANDUM OF UNDERSTANDING ON PORT STATE CONTROL AND A FINAL DECLARATION. THE MEMORANDUM WILL COME INTO EFFECT ON 1ST JULY 1982 AND THE COMMISSION WILL BE REPRESENTED IN THE COMMITTEE SET UP TO ENSURE THAT THE PROVISIONS CONCERNING THE INSPECTION OF SUBSTANDARD SHIPS VISITING EUROPEAN WATERS ARE IMPLEMENTED BOTH EFFECTIVELY AND HARMONIOUSLY.

3. ELARGISSEMENT

3.1 PORTUGAL : REUNION DES SUPPLEANTS DU 29 JANVIER

LA COMMUNAUTE A PRESENTE UNE DECLARATION SUR LES RELATIONS EXTERIEURES ET PRESENTE LE RELEVÉ DES POINTS OUVERTS QUI DEVRAIENT ETRE TRAITES ET CONCLUS LORS DE LA NEGOCIATION D'UN MINI-PAQUET QUI DEVRAIT INTERVENIR LORS DE LA SESSION MINISTERIELLE PREVUE POUR LE 22 FEVRIER. CE MINI-PAQUET COUVRE DES QUESTIONS AFFERENTES AUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX, AUX TRANSPORTS, A LA POLITIQUE REGIONALE, AU DROIT D'ETABLISSEMENT ET A LA LIBRE PRESTATION DES SERVICES, A LA CEEA AINSI QU' A DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES.

LA DELEGATION PORTUGAISE A REMIS DES DECLARATIONS SUR LA POLITIQUE SOCIALE, LE DROIT D'ETABLISSEMENT ET LES MOUVEMENTS DE CAPITAUX.

3.2 ESPAGNE : SESSION SUPPLEMENTAIRE DU 29 JANVIER

LA DELEGATION DE LA CE A PRESENTE DEUX DECLARATIONS SUR LES RELATIONS EXTERIEURES ET LA CECA. SUR CE DERNIER CHAPITRE, ELLE A SOULIGNE LES PREOCCUPATIONS DES ETATS MEMBRES SUR LA STABILITE NECESSAIRE DU MARCHÉ SIDERURGIQUE ELARGI.

DE SON COTE, LA DELEGATION ESPAGNOLE A PRESENTE UNE COMMUNICATION SUR LA SECURITE SOCIALE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET UN DOCUMENT DE CENT PAGES EXPOSANT LES VUES DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL SUR L'INTEGRATION DE SON AGRICULTURE : REPRISE DE L'ACQUIS, ASPECTS HORIZONTALS ET CERTAINS ASPECTS SECTORIELS INTERESSANT LA COMMUNAUTE (MATIERES GRASSES, FRUITS ET LEGUMES ET VIN) OU L'ESPAGNE (PRODUITS LAITIERS, VIANDE BOVINE, CEREALES ET SUCRE).

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 USA : PROBLEMES DANS LE SECTEUR ACIER

A LA VEILLE DU PROCHAIN VOYAGE A WASHINGTON DE MM. HAFERKAMP, DAVIGNON ET DALSAGER, LA COMMISSION A ADRESSE AUX AUTORITES US UN AIDE-MEMOIRE SUR LES PROCEDURES ANTI-DUMPING ET ANTI-SUBVENTIONS ENTAMEES PAR L'ADMINISTRATION US CONTRE LES EXPORTATIONS COMMUNAUTAIRES DE PRODUITS SIDERURGIQUES. CET AIDE-MEMOIRE REJETTE LES ACCUSATIONS, FAIBLES EN ELEMENTS DE PREUVES, ET CONTESTE L'EXISTENCE D'UN PREJUDICE.

LE CRP REVIENDRA SUR CETTE AFFAIRE COMME SUR LES AUTRES PROBLEMES FAISANT L'OBJET D UN CONTENTIEUX ENTRE LES ETATS UNIS ET LA COMMUNAUTE A LA LUMIERE DES RENCONTRES A HOUT NIVEAU DE LA COMMISSION ET EN VUE NOTAMMENT DE DEFINIR LA POSITION DE LA COMMUNAUTE QUI SERA DEFENDUE A WASHINGTON PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL LE 16 FEVRIER.

CE VENDREDI, LE COMITE CONSULTATIF CECA, INFORME DE LA SITUATION, A INVITE LA COMMISSION A METTRE EN OEUVRE TOUS LES MOYENS EN SON POUVOIR POUR METTRE UN TERME A CE QUI CONSTITUE, A SES YEUX, UNE VIOLATION DU CONSENSUS ADOPTE EN NOVEMBRE 1977 PAR TOUS LES ETATS MEMBRES DE L'OCDE ET DES REGLES, TANT DE FOND QUE DE PROCEDURE, DU GATT.

4.2 JAPON

SIR ROY DENMAN A INFORME LE CRP DES RESULTATS DES RENCONTRES A HOUT NIVEAU PE LA SEMAINE PASSEE (NOTRE PRECEDENT TELEX) ET FAIT PART DE SON AVIS SELON LEQUEL LES MESURES ADOPTEES PAR LE JAPON CONSTITUENT UN PAS DANS LA BONNE DIRECTION MAIS QU'IL RESTE UN LONG CHEMIN A PARCOURIR.

LA PLUPART DES DELEGATIONS ONT SOULIGNE LA NECESSITE D'UNE RE-PONSE "MUSCLEE" DE LA COMMUNAUTE DANS LE CADRE D'UNE ATTITUDE COHERENTE QUI SERA CONCERTEE DANS LE PROCHAIN CONSEIL.

4.3 POLOGNE

LA COMMISSION A DECIDE LE 3 FEVRIER UNE SECONDE AIDE D'URGENCE D'UN MONTANT DE 8 MILLIONS D'ECUS EN FAVEUR DE LA POPULATION POLONAISE, VIA LES O.N.G. CE MONTANT A ETE FIXE COMPTE TENU DES BESOINS HUMANITAIRES URGENTS DE LA POPULATION ET DES CAPACITES DE DISTRIBUTION DES O.N.G. EN POLOGNE.

CETTE SOMME CONSTITUE UNE FRACTION DES 35 MILLIONS D'ECUS INITIALEMENT PREVUS AU BUDGET 1982 POUR DES VENTES DE PRODUITS AGRICOLES A CONDITIONS SPECIALES A LA POLOGNE.

(LA COMMISSION, ESTIMANT QUE LES CONDITIONS QUI ETAIENT A LA BASE DE CETTE POLITIQUE DE VENTE A PRIX SPECIAUX N'EXISTENT PLUS ET QUE, PAR AILLEURS, ELLE NE POUVAIT PLUS GARANTIR LA BONNE FIN DE CES LIVRAISONS, AVAIT RETIRE LE 19 JANVIER SA PROPOSITION D'OCTOBRE 1981 POUR UN NOUVEAU PROGRAMME ENVISAGE POUR LE 1ER TRIMESTRE 1982).

LA COMMISSION DEMANDE AU CONSEIL ET AU PARLEMENT DE STATUER DANS LES PLUS BREFS DELAIS SUR LE VIREMENT DE CRDDIT (DU FEOGA GARANTIE A L'ARTICLE 950) NECESSAIRE POUR LA MISE EN OEUVRE DE CETTE OPERATION D AIDE.

LA COMMISSION A PRETE SON CONCOURS POUR ORGANISER LE 15 FEVRIER A BRUXELLES UNE REUNION DES O.N.G. QUI INTERVIENNENT EN POLOGNE EN VUE DE S INFORMER MUTUELLEMENT ET COORDONNER LEURS ACTIONS.

PAR AILLEURS, LA FRANCE A LEVE SA RESERVE SUR LE RECLASSEMENT DE L'URSS PARMY LES PAYS DEVELOPPES DANS LE CADRE DU CONSENSUS OCDE SUR LES CREDITS A L'EXPORTATION (NOTRE PRECEDENT TELEX).

4.4 AUTRICHE

LE CRP A AUTORISE LA CONCLUSION D'UN ARRANGEMENT ACIER POUR 1982, Y COMPRIS L'INTERDICTION D'ALIGNEMENT DES PRIX.

4.5 BRESIL - VISITE DU MINISTRE DU PLAN

M. DELFIM NETTO EST VENU EN EUROPE POUR PARTICIPER A UNE REUNION DE LA BID A LISBONNE, NEGOCIER DES CREDITS A PARIS ET RENDRE VISITE A LA COMMISSION. IL S'Y EST ENTRETENU AVEC MM. ORTOLI, HAFERKAMP ET DAVIGNON ET A FAIT UNE VISITE DE COURTOISIE A M. THORN. IL ETAIT NOTAMMENT ACCOMPAGNE DE M. LANGONI, PRESIDENT DE LA BANQUE CENTRALE, ET DE M. BAPTISTA, PRESIDENT DE LA VALE DO RIO DOCE.

LES ENTRETIENS ONT PORTE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE (FINANCES, COMMERCE-PROTECTIONNISME ETC.), SUR CELLE DU BRESIL (ENERGIE, BALANCE DES PAIEMENTS, SITUATION ECONOMIQUE) ET SUR LE CALENDRIER DES FINANCEMENTS SOLLICITES PAR LE BRESIL AUPRES DE LA BIRD, DU JAPON, DE LA KFW ET DE LA CECA POUR L'EXPLOITATION DU MINERAI DE FER DE CARAJAS. CES FINANCEMENTS SONT LIES A LA FOURNITURE A LONG TERME DE MINERAI AUX ENTREPRISES SIDERURGIQUES DE LA COMMUNAUTE ET DU JAPON.

DU COTE DE LA COMMISSION UN PREJUGE FAVORABLE AU PROJET A ETE EXPRIME. LA COMMISSION ATTEND LE RAPPORT QUE LA BIRD EST EN TRAIN DE REDIGER ET DIVERS PROBLEMES SONT ENCORE A RESOUDRE : GARANTIES FINANCIERES, LE PRIX DU MINERAI, L'EVALUATION DES

AUTRES SOURCES POSSIBLES D'APPROVISIONNEMENT ETC. SEMBLE QU'UNE DECISION DES DIVERS BAILLEURS DE FONDS PUISSE ETRE ATTENDUE POUR LA MI 1982.

M. NETTO A EGALEMENT EVOQUE LES PROJETS DE SON PAYS EN VUE DE DEVELOPPER SES PRODUCTIONS PETROLIERE ET CERELIERE.

4.6 AIDES D'URGENCE

CES DERNIERS JOURS, LA COMMISSION A DECIDE LES AIDES SUIVANTES:

- CAMBODGE : 10 000 T. DE RIZ ACHETE SUR LE MARCHE MONDIAL POUR UN COUT DE L'ORDRE DE 4 MIO US DOLLARS.

- POPULATIONS DU SALVADOR : 4 000 T DE MAIS DONT 2 500 T. VIA L'UNHCR POUR LES REFUGIES AU HONDURAS. COUT DE L'ACHAT SUR LE MARCHE MONDIAL : ENVIRON 916 000 US DOLLARS.

- MAGHREB : 150 000 ECUS A L'ALGERIE ET 300 000 ECUS AU MAROC POUR LES POPULATIONS AFFECTEES PAR LA SECHERESSE, EN VUE DE L'ACHAT D'ALIMENTS POUR LE BETAIL.

4.7 PECHE : CONSERVATION DES RESSOURCES MARINES

LA COMMISSION A TRANSMIS AU CONSEIL UNE PROPOSITION VISANT A ETABLIR DES PROCEDURES RAPIDES ET SIMPLIFIEES EN VUE DE :

- PROCEDER AVEC LES PAYS TIERS AYANT CONCLU DES ACCORDS-CADRE AVEC LA COMMUNAUTE AUX CONSULTATIONS RELATIVES A LA CONSERVATION DES STOCKS DE POISSON ET A L'ATTRIBUTION DES DROITS DE PECHE.

- ADOPTER AU PLAN COMMUNAUTAIRE LES MESURES DE CONSERVATION RECOMMANDEES PAR LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DONT LA COMMUNAUTE EST MEMBRE.

(JUSQU'A PRESENT CES MESURES DEVAIENT ETRE ADOPTEES SELON LES PROCEDURES DE L'ART. 43 CEE QUI IMPLIQUENT L'AVIS DU PARLEMENT. UNE DECISION EST ESPEREE DU CONSEIL FIN MARS).

PAR AILLEURS LA COMMISSION A SOUMIS AU CONSEIL UNE PROPOSITION VISANT A RE-INSTAURER CERTAINES MESURES TECHNIQUES DE CONSERVATION QUI NE SONT PLUS D'APPLICATION AU PLAN COMMUNAUTAIRE DEPUIS LE 31 OCTOBRE 1981.

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

5.1 COMMISSION

PENDANT L'ABSENCE DE M. O'KENNEDY, CANDIDAT AUX ELECTIONS LEGISLATIVES IRLANDAISES, SES COMPETENCES SERONT EXERCEES PAR M. LE PRESIDENT OU, EN SON ABSENCE, PAR M. ANDRIESEN.

5.2 DIRECTION GENERALE XII

LA COMMISSION A NOMME CETTE SEMAINE :

- M. JEAN DINKSPILER, DIRECTEUR GENERAL ADJOINT DE LA DG XII ET DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE COMMUN DE RECHERCHE.
- M. GEORGE BISHOP, DIRECTEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ISPR.

5.3 PROGRAMME INFORMATION 1982

LA COMMISSION A APPROUVE CETTE SEMAINE LE PROGRAMME INFORMATION
POUR 1982 QUI LUI ETAIT PRESENTE PAR LE VICE-PRESIDENT NATALI.

E.NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

*
EURCOM WSH

21877 COMEU B

